



SAHARA INFO

N° 16 - 17

JUIN-JUILLET 1977

PRIX : 3,50 F.

Commission Paritaire n° 58229

S O M M A I R E

=====

LE 20 MAI 1977.....	Page 1
EXTRAITS DU DISCOURS prononcé par Mr. ABDELAZZIZ Secrétaire Général du FRONT POLISARIO.....	Page 3
CONFERENCE DE PRESSE donnée par Mr. LAMINE Premier Ministre de la R.A.S.D.....	Page 5
<u>D O S S I E R Z O U E R A T E.....</u>	Pages 7-14
TEMOIGNAGE SUR LES SAHRAOIS AU MAROC.....	Page 18
MATERIEL DE L'ASSOCIATION.....	Page 20



L'Association des Amis de la R.A.S.D. ayant été invitée à participer aux fêtes organisées par le FRONT POLISARIO à l'occasion du 20 Mai, la délégation rend compte, ici, de son séjour sur place.

Nous accordons ensuite, dans ce bulletin une très large place au discours prononcé le 20 Mai par le Secrétaire Général du FRONT POLISARIO, Mohamed ABDELAZZIZ, ainsi qu'à la conférence de presse donnée le 21 Mai par le Premier Ministre du Gouvernement de la R.A.S.D., Mohamed LAMINE.



2 0 M A I 1 9 7 7
 =====

QUATRIEME ANNIVERSAIRE DU DECLENCHEMENT DE LA LUTTE ARMEE

C'est en plein désert, à proximité d'un camp regroupant plusieurs milliers de réfugiés sahraouis que furent accueillies les dizaines de délégations étrangères invitées par le FRONT POLISARIO à l'occasion du quatrième anniversaire du déclenchement de la lutte armée. Plus de 10 000 femmes, hommes et enfants manifestèrent leur joie aux 140 représentants d'Etats progressistes et d'organisations démocratiques étrangères venues manifester leur solidarité avec le peuple sahraoui.

Sans pouvoir toutes les citer, on remarquait néanmoins la présence du Bénin, de la Guinée Bissau, de l'Algérie représentée par le vice président de l'Assemblée Nationale Algérienne, Mr; DJELLOUL MALIKA, du SWAPO, de l'O.L.P., de la Lybie, du Vietnam, de l'organisation marocaine ILLAL AMAN, du FRETILIN, du F.P.L.P., de la Corée du Nord, de Madagascar. Une délégation fut tout particulièrement applaudie, celle de Cuba.

En ce qui concerne la France, l'Association, qui s'efforce de regrouper toutes les composantes politiques françaises, était presque seule présente.. Une délégation de la Fédération des Républicains du Progrès de Jean CHARBONNEZ dirigée par Mr. GRIMARD et avec qui nous avons longuement pu nous entretenir était aussi sur place. A remarquer également la présence de Témoignage Chrétien, représenté par Jean RABINOWICI, avec qui l'Association travaille en étroite coopération.

Après le discours prononcé par le Secrétaire Général du FRONT POLISARIO, les délégation purent assister à un défilé militaire qui témoignait des considérables progrès réalisés par l'Armée de Libération Populaire Sahraouie : mitrailleuses, canons, mortiers, bazookas, land Rovers, camions, autant de matériel saisi sur l'ennemi et qui sont une preuve concrète des succès militaires remportés par les combattants sahraouis contre les armées marocaines et mauritaniennes. Plusieurs véhicules saisis lors de l'attaque victorieuse contre Zouerate ont participé à ce défilé. . Les travailleurs sahraouis, les étudiants sahraouis, l'Union des femmes sahraouis, le Croissant Rouge Sahraoui défilèrent ensuite sous les applaudissements des délégations. Ces dernières, après avoir été reçues à tour de rôle par les différents responsables du FRONT POLISARIO et de la R.A.S.D., firent des interventions où elles réaffirmèrent leur soutien au peuple sahraoui.

C'est très tard dans la nuit que prit fin cette journée historique du 20 Mai, à laquelle les forces progressistes du monde entier avaient choisi de participer. Retenus par les mains chaleureuses de la foule présente qui aurait voulu nous garder auprès d'elle, c'est accompagnés par les youyous des femmes sahraouis que nous primes, à regret, congé de ce peuple généreux et courageux.

EXTRAITS DU DISCOURS PRONONCE LE 20 MAI PAR :

MOHAMED ABDELAZZIZ

SECRETAIRE GENERAL DU FRONT POLISARIO

Je vous souhaite la bienvenue pour votre arrivée qui marque ainsi votre volonté de partager avec notre peuple sa joie de commémorer cet anniversaire historique et glorieux. Notre peuple considère avec estime l'aide positive et désintéressée dont a toujours bénéficié sa juste lutte. Cette aide est fournie par les forces qui oeuvrent pour la liberté, la paix et le progrès. Ces forces, vous êtes venus les représenter et exprimer leur courageuse prise de position et leur soutien continu à la lutte de notre peuple pour la libération de son territoire...

L'existence de cette jeune révolution dont nous commémorons le quatrième anniversaire est totalement différente de ce qu'elle était au début de son existence, par sa force, par sa nature, par sa fermeté et les conditions qui l'entourent; différente par son caractère, la facilité relative, les horizons heureux et prometteurs. Le peuple sahraoui qui mène cette révolution est différent de ce qu'il était au début de sa révolution, différent par les progrès qu'il a accomplis durant cette période de quatre années de lutte et par les changements radicaux qu'il a subis dans sa mentalité, son organisation, son unité, sa combativité, sa faculté de compréhension et son pouvoir de relever le défi. Ces quatre années de lutte armée continue et acharnée pour la libération de son territoire usurpé et de son honneur blessé, pour la liberté, l'indépendance, la souveraineté nationale, la paix et le progrès, ont augmenté sa confiance en l'avenir...

Notre peuple dans la phase actuelle est en avance sur la situation du 20 mai 1973 d'un million de fois. Le progrès qu'il a accompli est inestimable, soit en ce qui concerne la combativité de nos hommes, leur expérience dans le domaine politique ou militaire, soit en ce qui concerne l'élargissement du cercle de soutien et la base de solidarité avec la lutte de notre peuple et le renforcement de son unité. Il se tient debout, de plus en plus ferme dans sa conviction quant à l'issue de la guerre de libération nationale et confiant dans l'expérience démocratique basée sur les congrès populaires de base et le congrès général du peuple. Notre peuple se trouve actuellement au seuil de la victoire finale inéluctable. Cette victoire est relativement proche. Au fur et à mesure qu'elle approche, les régimes réactionnaires de la région disparaîtront au nord comme au sud...

Les capacités révolutionnaires sont infiniment grandes. Ceux qui s'attendent à trouver des faiblesses chez nous trouveront un développement généralisé de la guerre, plus que jamais. L'élargissement du champ de bataille de Tanger jusqu'au Sénégal n'est pas impossible à un peuple tel que le nôtre, confiant en son droit et en sa force pour arracher ce droit. Notre peuple rend Hassan II et Ould Daddah et tous ceux qui se tiennent derrière eux responsables des conséquences néfastes des menaces contre la paix dans la région, le continent et le monde. Il ne pose comme condition pour cesser la guerre que le retrait des forces étrangères de tout son territoire et le respect de sa souveraineté nationale. La communauté internationale et toutes ses organisations avec à leur tête l'O.N.U. sont plus que jamais responsables du respect du droit de notre peuple à vivre sur tout son territoire et dans sa pleine souveraineté. L'Espagne doit d'urgence panser les graves plaies et les grands dégâts qu'elle a commis à notre peuple par sa trahison en le vendant après l'avoir colonisé plus de 90 ans. Ceci ne peut s'opérer que par la reconnaissance immédiate du droit de notre peuple à la souveraineté nationale, à l'indépendance et que par le rejet intégral de l'accord tripartite du 14 novembre. Le front des forces de liberté, de progrès et de paix, ennemies de l'impérialisme, doit unir ses rangs le plus rapidement et passer à l'offensive pour contrecarrer le danger, relever le défi et aider rapidement les peuples opprimés avec à leur tête le peuple sahraoui combattant.

Nous constatons que le gouvernement français actuel qui suit en théorie la voie du général De Gaulle qui a sauvé la France des conséquences des guerres coloniales revient fondamentalement à la voie de la III^e République coloniale. Cette III^e Ré-

publique a connu la résistance de notre peuple durant les premières années du siècle. A cette époque, notre peuple n'était pas organisé et n'était poussé dans son combat que par le nationalisme, mais aujourd'hui le gouvernement français actuel se heurte à un peuple mobilisé et scientifiquement organisé. Le Sahara des années 30 n'est plus le Sahara des années 70 . Nous avons déjà déterminé les zones que nous considérons comme zones de guerre. Certains n'avaient pas pris au sérieux nos déclarations. Nous disons aujourd'hui que toute personne étrangère qui exerce une activité contribuant au développement économique des deux Etats expansionnistes, qui tombera entre nos mains sera considérée par le Front Polisario comme mercenaire parce qu'elle contribue par son travail à l'économie de guerre qui est dirigée contre notre peuple. Cette personne s'expose objectivement à la mort. Une fois de plus, nous refaisons cet avertissement à l'intention des étrangers et de leurs gouvernements qui, par leur participation avec les régimes expansionnistes sont seuls responsables du sort de leurs ressortissants.

Nous avons toujours voulu la paix et nous continuons à la vouloir. Mais nous n'accepterons jamais la lâcheté, malgré la guerre qui nous a été imposée, et pour cela nous engageons un combat légitime et nous briserons la maison de quiconque voudrait contribuer économiquement, politiquement ou militairement à la guerre menée contre notre peuple, car pour éliminer le cancer il faut éliminer son virus.

Les deux peuples frères mauritanien et marocain doivent s'élever avant qu'il ne soit trop tard contre les plans impérialistes expansionnistes qui visent notre liquidation à tous..

ARMES SAISIES SUR LES ARMEES
D'AGRESSION



PAPIERS RETROUVES SUR LES SOLDATS
MAROCAINS TUES LORS DES COMBATS
AVEC LE FRONT POLISARIO



CONFERENCE DE PRESSE DONNEE LE 21 MAI PAR :

MOHAMED LAMINE

PREMIER MINISTRE DU GOUVERNEMENT DE LA R.A.S.D.

Q. Une femme et 5 hommes (6 français) ont disparu de Zouerate. Pouvez-vous nous donner des précisions à ce sujet et d'une manière générale sur le sort des prisonniers ?

R. Je remercie "Le Monde" et je dois dire que la Presse Internationale a exagéré l'opération de Zouerate, qui n'est ni la première ni la dernière contre la Mauritanie, contre son économie et contre son arsenal de guerre. D'importants responsables au sein du Front ont déjà délimité les territoires ou les zones de guerre. Cette opération pour nous était une opération normale. Si la Mauritanie cesse sa participation à cette guerre, si elle s'en tient au respect de la charte de l'OUA dont découle le respect des frontières héritées de l'époque coloniale, alors, nous pouvons dire que nous pourrions cesser notre résistance contre la Mauritanie et à ce moment nous pourrions parler des détenus qui sont capturés. Je regrette pour ma part que l'on parle tellement de 6 personnes au moment où on laisse de côté tout un peuple, et ce serait perdre du temps que de dissenter plus qu'il n'en faut sur certaines personnes alors qu'il faut le faire pour tout un peuple qui combat pour son droit à l'autodétermination ; le peuple Sahraoui comprend parfaitement les inquiétudes et les appréhensions du peuple français au sujet de ses ressortissants ; mais c'est son gouvernement c'est à dire le gouvernement français qui est intervenu à ce sujet précis, car au moment où des Français voulaient quitter Zouerate et voulaient partir de cette ville, c'est le gouvernement français qui est intervenu pour leur dire que toute leur sécurité, que la sécurité de la fortification de Zouerate était assurée et garantie. Mais il s'est révélé que ceux qui disent la vérité savent bien que non parce que nous avons dit que c'est une zone de guerre.

Q. (Le Matin de Paris) Le Matin de Paris a traduit les événements et les actions du Polisario d'une manière que l'on peut qualifier d'objective. Vous me permettrez d'insister comprenant très bien que les Sahraouis et le Polisario soient peut-être un peu agacé par l'insistance que nous mettons à parler de ces 6 prisonniers, mais de même que la guérilla a ses lois, le journalisme a aussi ses exigences, et il est un fait que nous devons rapporter des informations supplémentaires et sur ce qui s'est passé à Zouerate et éventuellement si prisonniers il y a donner des informations sur leur santé, sur le lieu de leur détention et je voudrais savoir au cas où ces 6 français sont vos prisonniers si vous les considérez comme des mercenaires.

R. J'ai déjà dit que l'opération de Zouerate était une opération normale qui s'inscrit dans le cadre d'autres opérations mais il paraît dans son ensemble, le Monde, ne la considère pas comme telle. Il est vrai que quand quelqu'un est menacé de mort, il essaie d'y résister. Ainsi au moment où la Mauritanie a été touchée, l'agonie s'est déclarée toute proche, aussi, ceux qui se veulent les docteurs ont accouru pour sauver ce malade de son agonie inévitable. Comme je l'ai dit déjà à Balta, les prisonniers qui sont entre nos mains sont très bien traités, se trouvent en parfaite santé et nous les traitons comme il se doit, comme d'ailleurs, la preuve vous en a été faite déjà lorsque nous avions Dief et Segouro ; hier vous avez pu également voir les prisonniers. Tout dépend de la Mauritanie. Nous demandons à la Mauritanie de nous fournir la liste de tous les prisonniers civils et militaires qu'elle détient entre ses mains, qu'elle quitte notre territoire, à ce moment là nous pourrions donner la liste de tous ceux que nous détenons et donc la rapidité dans l'exécution de ce que nous venons de dire dépend de l'attitude de la Mauritanie concernant cette question.

Q. Antenne 2. Monsieur le Premier Ministre vous venez de dire que tous les prisonniers qui sont entre vos mains sont bien traités, nous les avons vu hier; mais quand vous dites "tous les prisonniers" est-ce que vous voulez dire y compris ceux que vous avez faits à Zouerate et donc les 6 français qui étaient à Zouerate ?

R. Je n'ai pas mentionné la qualité des prisonniers ni leur nationalité.

Q. Est-ce que vous ne pensez pas que le meilleur moyen de couper court à la campagne qui se déroule en France ne serait pas de donner des informations précises sur la santé des prisonniers ?

R. Je crois que le devoir de la gauche est d'écouter la propagande des journaux pro-gouvernementaux en France

Q. La gauche a des informations à fournir ?

R. Toutes les informations ont été données à travers les communiqués et à travers moi-même qui ai parlé.

Q. Monsieur le Premier Ministre est-ce que les représentants de la gauche française (P.C., P.S., P.S.U.) ont été invités à participer aux cérémonies du quatrième anniversaire ?

R. Je crois que oui.

Q. Est-ce que l'on pourrait avoir une idée, un récit de cette attaque de Zouerate ? Est-ce que l'on pourrait savoir si pendant l'opération retraite, comme le dit le ministre Marocain, il y a eu un bombardement de la part des marocains pendant cette opération ?

R. L'opération de Zouerate, certains ont voulu la compliquer, mais nous pouvons dire que pour ce qui est de notre marche, rien ne peut l'arrêter ni l'empêcher de continuer. Pour cela Zouerate peut être considérée comme une fortification inexpugnable défendable, mais comme cela a été démontré, cette fortification a été défoncée. La ville était entourée par un mur de 26 km, par des radars d'interception, des engins d'observation, des moyens d'observation très sophistiqués, made in France.. La conception même de la muraille est française, elle a été construite par des experts français. Mais il se trouve que ces experts qui ont bâti ce mur sont des experts civils, pour un objectif militaire. Donc la réponse pourrait être déjà fournie. Et malgré tout cela Zouerate a été l'objet d'une attaque, elle a été investie et occupée par les guérilleros pendant 2h30.

Parmi les populations s'y trouvant, les pacifiques ont été épargnés; par contre, ceux qui s'étaient montrés agresseurs ont été exécutés. En ce qui concerne ceux qui ont effectué l'opération de Zouerate, nous relevons des contradictions de la part du Maroc et de la Mauritanie: les uns disaient qu'ils étaient encerclés et bombardés, les autres disaient qu'ils s'étaient retirés et avaient réussi à s'enfuir. Cela prouve au moins la présence de forces marocaines et mauritaniennes. En outre, cela signifie clairement une occupation de la Mauritanie par le Maroc. Mais nous vous assurons que ceux qui ont effectué l'opération de Zouerate ont tous regagné leur base sains et saufs.

Q. Toujours à propos de l'affaire de Zouerate, certains témoignages ont fait état de la passivité des troupes mauritaniennes; est-ce que cela veut dire que certaines troupes ne veulent plus combattre ou qu'elles se révoltent au sein de l'armée mauritanienne?

R. Le peuple mauritanien est un peuple frère du peuple sahraoui et il sait parfaitement que cette guerre est imposée au peuple sahraoui, de même qu'elle est imposée aux soldats mauritaniens et aux soldats marocains. Et nous avons déjà dit nos relations très étroites avec les nationalistes mauritaniens et marocains, que ce soit à l'intérieur de leurs armées ou parmi les populations civiles. Et en tous cas, eux n'ont fait que leur devoir.



SAHARA INFO

DOSSIER

ZOUERATT

A l'heure où, le 1^{er} mai 1977, le Front POLISARIO attaque Zoueratt, centre stratégique et économique de la Mauritanie, une partie de l'opinion française découvre qu'une guerre se déroule dans cette région d'Afrique, à quelques milliers de Kilomètres seulement de la France.

Si elle le découvre alors, c'est que, depuis dix-sept mois que le Maroc et la Mauritanie ont envahi militairement le Sahara Occidental après le départ précipité - et complice - de la puissance coloniale espagnole, il y a eu conspiration du silence devant cette violation de la légalité internationale : en novembre 1975 le territoire était sous statut international; depuis dix ans, toutes les résolutions de l'O.N.U. et de l'O.U.A. en prescrivaient la décolonisation, ainsi que le respect inaliénable du droit des populations sahraouies à l'autodétermination et à l'indépendance... Il y a eu conspiration du silence devant la tentative de génocide qui s'en est suivie : en décembre 1975, la Mauritanie entre en guerre en massacrant 1100 personnes à La Guëra; en février-mars 1976, bombardements au napalm et au phosphore blanc de l'aviation marocaine sur les camps d'Oum Dreiga, de Guelta Zemmour, faisant plusieurs milliers de victimes. Il y a eu conspiration du silence devant la résistance acharnée de tout un peuple qui a préféré l'exil, le dénuement total à un nouvel asservissement.

Aujourd'hui, alors que les retombées de cette guerre ont fait deux victimes françaises en Mauritanie et ont entraîné la disparition de six autres, la télévision, la radio, la grande presse parlent abondamment de ce qui est devenu une véritable "affaire". Mais c'est le plus souvent pour s'indigner et mener campagne contre le Front Polisario, le peuple sahraoui et ceux qui les soutiennent.

Il faut donc rappeler que le peuple sahraoui est en état de légitime défense, que le Front Polisario s'est toujours battu sur le terrain, et seulement sur le terrain, que depuis un an, il n'a cessé de rappeler aux étrangers que le territoire de la R.A.S.D., ses eaux territoriales, la Mauritanie tout entière et le Sud marocain étaient des zones de guerre, et qu'à ce titre sa responsabilité était totalement dégagee.

Celle du gouvernement français, par contre, qui a, malgré cela, engagé ses ressortissants à rester sur place, est totale.

Car, s'il est une donnée importante que l'"affaire de Zoueratt" a mise au grand jour, c'est bien l'implication du gouvernement français dans le conflit saharien.

Face aux dénégations vertueuses de Monsieur de Guiringaud, aux clichés démagogiques qui sont abondamment développés par le pouvoir et la presse de droite sur la coopération française en Mauritanie (et au Maroc), l'Association des Amis de la R.A.S.D. se propose de donner ici au public un certain nombre d'informations sur la nature de l'aide française et sur l'engagement de notre gouvernement aux côtés des agresseurs marocain et mauritanien, tel que le révèle l'affaire de Zoueratt. En effet, depuis l'attaque du 1^{er} mai, Paris reprend systématiquement la version marocomauritanienne des événements et interdit les meetings de notre Association.....

ZOUERATT : un cas exemplaire de la pénétration néocoloniale

L'histoire et le fonctionnement des importantes mines de fer de ZOUERATT permet de saisir les mécanismes de dépendance économique (ce malgré l'étatisation récente) et la contribution de l'état mauritanien au maintien de cette dépendance et de l'exploitation des travailleurs mauritaniens.

Jusqu'à son étatisation en 1974 *, la MIFERMA (Société des Mines de Fer de Mauritanie) pille à une cadence accélérée le minerai de fer à haute teneur de la Kédia d'Ijill au Nord du pays.

Le capital de plus de 26 milliards d'anciens FF est entre les mains de l'Etat français, de Rotschild, de Dassault et d'un consortium de sidérurgistes européens.

Depuis le début de l'exploitation, en 1963, des dizaines de millions de tonnes ont été exportées vers tous les pays impérialistes, Europe et Japon et aujourd'hui le pillage se fait au rythme de 12 millions de tonnes par an.

(Les principaux clients étaient aussi pour la plupart ses propres actionnaires : USINOR, BRITISH STEEL CORPORATION, THYSSEN, ITALSIDER).

MIFERMA, c'est un Etat dans l'Etat qui investit chaque année 20 milliards de FF, soit près de 2 fois plus que l'Etat mauritanien lui-même !

En fait le gouvernement mauritanien est à son service : jusqu'en 1973, il lui a réservé des dégrèvements fiscaux énormes et la liberté totale de rapatrier les profits réalisés sur le dos des travailleurs mauritaniens. De 66 à 69, les bénéficiaires déclarés de MIFERMA se sont élevés à 6,6 milliards d'anciens FF soit plus du double que les crédits d'équipement de l'Etat mauritanien pendant le même temps.

Pendant ce temps, le salaire des 3 000 ouvriers varie de 200 à 300 FF (nouveaux) par mois. Il suffit à peine à payer les dépenses minimales annuelles en habillement (2 boubous et 1 turban) et en nourriture (2kg de sucre par semaine, 1 kg de thé par mois, 2 kg de mil et 1 kg de riz par jour) d'une famille de 2 enfants. Or ces salaires de misère doivent encore nourrir les proches, touchés par la famine et payer le loyer, souvent fort élevé dans les villes.

A ZOUERATT, la Ville minière, les bidonvilles s'étendent et entourent la ville luxueuse des Européens avec piscines et gazons. La différence de salaire est impressionnante, entre les Mauritaniens et les Européens : les 3 000 Européens vivant en Mauritanie reçoivent à eux seuls 2/3 de l'ensemble de la masse salariale distribuée dans le pays, tous les autres habitants du pays se partageant le 1/3 restant. A ZOUERATT l'apartheid est pratiqué avec autant de cynisme qu'en Afrique du Sud.

La journée de travail dans la mine peut aller jusqu'à 12 heures par 45 ° à l'ombre (mais la mine est à ciel ouvert, c'est au soleil que l'on doit travailler !).

On estime à 2 ans la vie active de l'ouvrier à ZOUERATT : après quoi il est licencié sans indemnité pour cause de silicose ou de tuberculose.

* En 1974, la MIFERMA est enfin nationalisée sous la pression des luttes populaires et devient la COMINOR (Complexe Minier du Nord), unité de production de la S.N.I.M. (Société Nationale Industrielle et Minière) ; la COMINOR alimentant le 1/3 du budget mauritanien mais en contre partie de l'étatisation, le gouvernement mauritanien signait le 28 janvier 1976 un accord d'indemnisations des actionnaires : 90 millions de dollars dont 40 en avril 1976 et le reste en tranches annuelles de 10 millions de dollars...

Les français qui travaillaient pour la MIFERMA travaillent maintenant pour COMINOR (exploitation, entretien, administration...). Près de 300 "techniciens" (sur 700 français demeurant à ZOUERATT) ont contribué au pillage de 915 M de tonnes de minerais exportés pour la majeure partie en Europe, aux conditions fixées par les sociétés européennes.

A NOUADHIBON, capitale économique, ce sont également quelques centaines de français qui travaillent aux installations portuaires de COMINOR ou dans l'administration de la Société minière.

L'exploitation des travailleurs mauritaniens n'a guère changé non plus, toujours aussi dure... mais elle est entrée, durant la dernière période, en raison avec la lutte antiimpérialiste menée par le FRONT POLISARIO ; un nombre important (on chuchote, des centaines, dans les "beaux quartiers" de ZOUERATT) de travailleurs aurait rejoint les combattants du désert.

"L'INDEPENDANCE" MAURITANIENNE

Au-delà des grandes proclamations "nationales" du régime d'OULD DADA, derrière les nouveaux sigles des entreprises, leur étatisation, et le dégagement récent de la zone franc, la domination de la Mauritanie par l'impérialisme se perpétue sous un autre visage. La participation du régime mauritanien au partage du Sahara Occidental après les accords de Madrid en 1975, puis son intégration de plus en plus poussée, à l'ombre du Maroc, dans les projets Giscardiens en Afrique sont révélatrices des liens puissants qui le rattache aux gouvernements et aux grandes sociétés impérialistes.

En ce qui concerne les investissements, la position de l'impérialisme français est encore dominante en Mauritanie. Cependant, les nouveaux venus US, Sud Africains, Anglais, étendent leurs tentacules dans le secteur minier et pétrolier (au stade de la prospection), les sociétés japonaises et espagnoles dans le domaine de la pêche...

Le passé récent de la Mauritanie "indépendante" fourmille de scandales grands et petits qui éclairent crûment le pillage néocolonial :

- Tel celui de l'abattoir de KAEDE, construit en 1968, d'une capacité de 3 000 T par an et qui n'en produisait que quelques centaines des années après. Il avait été réalisé par des entreprises françaises, d'après des experts français avec des crédits du "Fonds d'aide et de coopération" français... L'état mauritanien doit non seulement remboursé le prêt mais aussi financer le déficit !

... ou celui de l'affaire GUELFY à la fin des années 1960 : le projet de construction dans des chantiers allemands, d'une flotte de chalutiers, était confié au ministre des A. E., en collaboration avec la coopération française et un certain GUELFY poulain de FOCCART. Trois ans plus tard, un énorme scandale éclate. Les navires construits s'avèrent inutilisables car totalement inadaptés

au type de poisson de la côte mauritanienne et, de plus, le traitement industriel n'a pas été prévu. La reconversion des navires s'avère trop coûteuse : les navires, une fois construits, ne quitteront pas les ports d'Europe du Nord où ils seront revendus à bas prix.

Quand à l'indépendance militaire par rapport à l'ancien colonisateur, elle était pour le moins formelle depuis l'indépendance; mais depuis 2 ans, la nécessité de se donner les moyens de la politique d'invasion pratiquée au Sahara anciennement colonisé par l'Espagne, va amplifier les liens avec l'impérialisme français.

L'attaque lancée contre ZOUERATT met en évidence l'aide militaro-policière française sous couvert de conseillers techniques civils.

Avant la nationalisation, la MIFERMA était un état dans l'état. Durant toute une période, la société minière avait sa propre armée, tout comme l'ARAMCO en Arabie Saoudite. Elle a disposé ensuite directement de l'armée et de la police du régime mauritanien. On a pu le voir en mai 68 quand les travailleurs mauritaniens ont livré leur premier grand combat:

27 mai 68 : à ZOUERATT, l'atmosphère est tendue. Les ouvriers ont décidé de ne plus se plier à l'oppression de MIFERMA. Ils ont décidé d'occuper les rues et de réclamer des salaires décents, de meilleures conditions de travail. Pris de panique, le directeur local "régent" de Mauritanie, intime à MOKTAR OULD DADDAH l'ordre d'intervenir immédiatement pour réprimer "la révolte", car "la vie des Européens est en danger" et "l'existence de sa société est mise en cause". L'armée nationale intervient immédiatement et tire sur la foule sans défense. Bilan officiel : 8 morts, 23 blessés. En fait plusieurs dizaines de morts et de blessés. Devant cet inqualifiable massacre, la colère monte partout dans le pays. Nouakchott, Rosso, Boutilimit..., sont des foyers d'intenses manifestations contre le massacre collectif de ZOUERATT commis par le régime impopulaire de Daddah. Pris de panique à son tour, Daddah déclare le 3 juin qu'il avait donné l'ordre à l'armée de tirer sur les pieds des manifestants mais que ce sont les ouvriers qui se sont baissés pour ramasser des pierres !

(Extrait de la brochure du Comité de Soutien à la lutte du Peuple Mauritanien)

La conversion de la MIFERMA en COMINOR voit s'accroître l'occupation de la région par les forces de répression. Et ce d'autant que les attaques menées par les guerrilleros sahraouis sont de plus en plus nombreuses en Mauritanie même.

C'est à un "technicien" français, employé par la MIFERMA depuis 72, M. EUDELIN, que la société minière confie la défense du secteur.

Ce "technicien" d'un genre particulier, crée une organisation de défense passive regroupant tous les français de ZOUERATT, en quartiers et secteurs, avec abris contre les tirs de mortiers, caches d'armes et de vivres...

En 1975 ce "technicien" prit directement le commandement de la petite garnison ce qui n'empêche pas une attaque du Front facilitée par le peu de motivation des forces mauritaniennes.

Mais ce projet ne suffit pas. Vers 5 heures du matin, le 1er mai, les combattants du FRONT investissaient la ville pendant plus de deux heures. Durant ce temps, ils gardèrent constamment l'initiative. Parlant des civils, l responsable du FRONT déclarait sur Antenne 2 : "si nous avions voulu leur faire du mal, nous aurions pu le faire, ce que nous avons évité à tout prix".

Bilan de l'opération : la centrale électrique et la voie ferrée ont été partiellement détruites, 2 avions et 18 véhicules ont été incendiés. Les guérilleros se sont retirés avec des prisonniers (dont 6 français) et un nombreux matériel "récupéré": 18 jeeps, 3 mortiers, 50 armes légères, 12 bazookas et 6 postes de transmission. Lorsque l'attaque a eu lieu, un certain nombre de français terminaient la nuit au night club, à la sortie de la ville. C'est en revenant de là que la voiture où se trouvait le docteur Fichet et sa femme a été touchée par un obus et des rafales. Pour l'Aurore (10.5.77) "la mort du docteur Fichet et de sa femme n'a été qu'une bavure". Le couple a surgi en voiture, face à un groupe de Sahraouis du POLISARIO. Les soldats ont dû être aussi surpris que les français, et peut-être aussi apeurés".

INTERVIEW DE M. JEAN CHARLES EUDELIN

ANCIEN RESPONSABLE DE LA SECURITE DES FRANCIAS TRAVAILLANT A ZOUERATT

SAHARA INFO souhaitant publier un dossier aussi complet que possible sur l'attaque de ZOUERATT est allé interviewer M. EUDELIN. Ce dernier a accepté de répondre aux questions posées par un des responsables de l'Association des amis de la R. A. S. D.

Les informations apportées ici par Monsieur EUDELIN, et dont nous lui laissons l'entière responsabilité, nous éclairent sur le rôle joué par les techniciens français travaillant à ZOUERATT.

Question

Monsieur EUDELIN, vous avez été du 1er octobre 1972 au 31 janvier 1976 ingénieur pour l'hygiène et la sécurité du travail à la MIFERMA puis à la COMINOR à ZOUERATT. L'attaque menée par le FRONT POLISARIO, le 1er mai 1977, contre cette ville minière vous surprend-elle ?

Réponse

Non. L'attaque ne me surprend absolument pas car avant que je quitte ZOUERATT il y avait eu deux attaques contre l'ensemble minier.

. Au cours de cette dernière le FRONT POLISARIO n'avait pas touché à la cité mauritanienne. Il avait juste dirigé ses tirs contre le dépôt d'essence et contre la centrale électrique. Nous nous attendions donc à de nouvelles attaques, et c'est pourquoi j'avais préconisé le rapatriement des familles françaises, ce qui me semblait justifié puisque les familles mauritaniennes avaient, elles, quitté ZOUERATT. Après ces attaques, nous nous sentions un peu abandonnés et nous avions l'impression que la population était en majorité favorable au FRONT POLISARIO. En effet, le préfet de ZOUERATT avait quitté la ville après l'attaque du 19 décembre et n'avait jamais été remplacé. Quant au Capitaine commandant l'escadron qui était basée à F'DERICK, il n'a bougé à aucune des deux attaques.

Peu de temps après le 2 janvier, une nouvelle attaque a eu lieu contre la gare de TOUAGIL située au sud de F'DERICK. Là, pour la première fois, il y a eu des victimes, une dizaine. Moitié tués, moitié blessés. Au cours de cette attaque le FRONT POLISARIO n'a pas cherché à atteindre la base occupée par les techniciens français. Il a simplement visé les locaux administratifs.

Après ces attaques le ministre mauritanien de la défense a demandé au colonel BOUSSET, qui est aujourd'hui chef d'Etat Major, que soit mis sur pied un plan de défense à ZOUERATT. Nous nous sommes mis d'accord pour réclamer l'organisation d'un fossé anti-véhicules qui aurait entouré l'ensemble des installations. Ce fossé a été réalisé à 50 % puis abandonné. Toutes les promesses de renforts, de barbelés, etc... n'ont jamais été tenues, et nous nous sommes alors rendus compte que nous étions seuls à prendre en charge notre défense. C'est alors qu'eut lieu à la fin de janvier 1976, l'attaque d'AIN BENTILI, dans le Nord. Une attaque très importante au cours de laquelle le FRONT POLISARIO décime toute la garnison. Il y eut environ 200 soldats mauritaniens tués, dont le capitaine SOVEDATE. Le FRONT a mis en service, pour la première fois, des fusées anti-aériennes SAL, qui lui ont permis d'abattre 3 ou 4 avions marocains. Quand nous avons appris la déroute mauritanienne nous nous sommes réunis entre cadres supérieurs français de ZOUERATT et j'ai alors préconisé le renvoi des familles. J'ai été tout de suite licencié par la direction générale, qui ne pouvait tolérer que les familles françaises partent, de peur que les techniciens ne les suivent.

Question

Les Français se trouvant à ZOUERATT avaient-ils conscience qu'une guerre était entrain de se dérouler ?

Réponse

Non, je ne le pense pas.

Les techniciens s'occupaient peu de politique et surtout il y a une censure très stricte en Mauritanie. La radio ne parle presque jamais du problème sahraoui. Les différentes attaques les ont un peu intéressées au problème. Ce qu'il y a surtout, c'est que les techniciens connaissaient très bien les agents de maîtrise sahraouis. En novembre 1975, il s'est passé quelque chose de très important. Une quarantaine d'agents de maîtrise sahraouis de la COMINOR ont quitté la mine le même jour, répondant ainsi à un appel de mobilisation générale du FRONT POLISARIO. Les techniciens français qui étaient en très bonnes relations avec ces sahraouis ont cru qu'ils n'allaient pas être touchés par la guerre. Le fait que lors des attaques de décembre, seuls des objectifs matériels aient été visés, les a confirmé dans cette idée.

Je n'approuvais pas cette confiance car je me doutais bien, qu'un jour ou l'autre le FRONT serait amené à intensifier ses attaques.

Question

Pouvez-vous nous expliquer dans quelle situation se trouvaient les coopérants français travaillant à ZOUERATT ?

Réponse

La plupart des techniciens sont là-bas depuis longtemps, certains depuis 20 ans. Ce sont des gens, étant donné le salaire élevé qu'ils touchent, qui ont acheté en France, des propriétés, des maisons, des voitures etc... Ils ont des traites à payer tous les mois qu'ils ne pourront plus honorer s'ils sont obligés de rentrer brutalement en France. J'ai été contacté par de nombreux techniciens, qui ne veulent plus retourner à ZOUERATT, mais qui par ailleurs sont coincés par leur train de vie. Si, comme logiquement la direction de la COMINOR devrait le faire, on proposait aux techniciens d'être licenciés et indemnisés pour raison de sécurité, bien peu refuseraient cette solution. Car ils ne souhaitent pas retourner à ZOUERATT.

Question

Pensez-vous que ZOUERATT puisse refonctionner sans les coopérants français ?

Réponse

Oui ZOUERATT peut fonctionner et refonctionne déjà. Certe c'est un fonctionnement au ralenti. Il est bien certain que les techniciens français qui connaissaient la mine depuis 20 ans sont absolument irremplaçables. Mais, comme c'est une mine à ciel ouvert, facilement exploitable, elle peut fonctionner avec d'autres techniciens (yougoslaves...). Elle sera d'un rendement inférieur pendant un certain temps.

Question

Pensez-vous que la sécurité était vraiment assurée à ZOUERATT ?

Réponse

J'en ai discuté avec des techniciens qui ont vécu l'attaque de ZOUERATT et ce qu'il m'ont dit a confirmé ce que je pense au sujet de l'armée mauritanienne.

Le 1er mai lorsque des français ont demandés aux militaires d'intervenir, ces derniers leur ont répondu que c'était impossible, leurs véhicules étant en panne. Ils ont refusé d'intervenir à pied. Ils n'ont pas bougé, et le FRONT POLISARIO a pu ainsi tenir la ville pendant 2 heures 30. Il est certain que si l'armée mauritanienne, qui est courageuse et dotée de moyens, a fait preuve d'une telle passivité, c'est tout simplement parce qu'elle n'a pas envie de se battre contre le FRONT POLISARIO?

Je voudrais dire deux mots sur la question des prisonniers. J'estime qu'il serait important que la direction du FRONT POLISARIO comprenne que ces prisonniers ne sont ni des combattants, ni des mercenaires. Qu'ils étaient là pour gagner leur vie, et qu'ils sont irresponsables de la situation qui existe en Mauritanie. Je pense que le FRONT POLISARIO ferait un geste qui l'honorerait et qui lui ferait une publicité très positive en libérant les prisonniers.

S O U T E N O N S L E P E U P L E S A H R A O U I
D A N S S A L U T T E P O U R L ' I N D E P E N D A N C E

Immédiatement après l'attaque, et dans les jours qui ont suivi, la Mauritanie et le Maroc ont réagi sur le thème : "On porte atteinte à l'intégrité de notre territoire", et de se considérer comme agressés (bien entendu, par des mercenaires algériens ou payés par eux), alors qu'ils agressent depuis des mois le peuple sahraoui !

Le régime mauritanien se déclarait prêt à "relever tous les défis" contre les raids de ceux qui viennent "terroriser par l'assassinat et l'enlèvement les civils mauritaniens et étrangers", suivi en cela par les membres du parti des Kadhines (1) qui l'ont rejoint ces dernières années, un parti qui pourtant avait payé cher sa lutte contre le régime néocolonial d'Ould Daddah, un parti qui, il n'y a pas si longtemps, se trouvait aux côtés du Front Polisario, mais qui a succombé aux charmes discrets de la poudre aux yeux anti-impérialiste d'Ould Daddah.

Le concert reprenait de plus belle au Maroc, dans le kiosque de l'Union Sacrée : Bouabid, secrétaire de l'U.S.F.P., bradeur des idées généreuses de Ben Barka, actuellement ministre sans portefeuille et opposant loyal de Sa Majesté Hassan II, déclarait que le Maroc ferait intervenir directement son armée si son alliée, la Mauritanie était envahie. En prenant des positions irresponsables sur

le Sahara, a-t-il souligné, la gauche française, qui demain prendra peut-être la direction des affaires en France, notamment le P.S., s'expose à des difficultés très graves en Méditerranée. Quant au P.P.S., il écrit, dans son journal "Al Bayane" : "Par leur lâche agression contre Zouerat, les dirigeants algériens espéraient sans doute obtenir par la voie militaire ce qu'ils n'ont pas pu réaliser par la voie "diplomatique", et il réaffirme son soutien à l'annexion du Sahara Occidental". Mais cela est-il étonnant de la part d'un parti qui, il n'y a pas si longtemps, affirmait : "Il convient de souligner que l'action entreprise au Sahara heurte directement les intérêts et visées impérialistes (sic) et que les liens entre le Maroc et l'impérialisme se dégradent." (24-10-75); ou bien : "Le Front n'est aucunement une organisation anti-impérialiste et de libération nationale, mais un ramassis d'individus sans patriotisme, ni dignité." (17-10-75)

Le gouvernement français surencherissait et s'offusquait... Au fait, les guerres coloniales, la Question, ça lui rappelle quelque chose ? et l'attaque de Suez ? et l'enlèvement des responsables du F.L.N. en 1956 en plein espace aérien international ? et où en est l'affaire Ben Barka ?... La liste serait trop longue pour ce régime impérialiste qui cherche à réorganiser son influence dans une partie de l'Afrique, en poussant le Maroc à agir au Zaïre, par exemple. Et, bien entendu, plutôt que de pousser à la reconnaissance du droit à l'indépendance pour le peuple sahraoui, trop petit pour Giscard (certains "confettis de l'Empire", par contre, en fonction de la stratégie néo-coloniale française, ne le sont pas), Galley va en Mauritanie... pour accroître l'aide française. Cette assistance porterait sur la vente d'armes et de munitions classiques, sur la fourniture d'hélicoptères, sur des moyens de destruction modernes. Et, très hypocritement, on rajoute, dans l'entourage de Galley : "La France ne s'engagera pas à fournir les servants de ces matériels. Elle pourrait tout au plus aider le gouvernement mauritanien à trouver les techniciens civils qui lui font défaut pour assurer le fonctionnement et à former ses propres spécialistes," (Le Monde du 8-9 mai 1977), des techniciens civils comme le responsable de la Sécurité de Zouerat, peut-être ?

Face à cette nouvelle tentative d'isolement de la lutte du peuple sahraoui, alors que des voies s'élèvent des prisons marocaines et mauritaniennes qui dénoncent ces régimes exploités et réaffirment leur soutien à la lutte du peuple sahraoui, à la R.A.S.D., à l'unité des peuples maghrébins et à la révolution arabe, alors que la lutte clandestine s'organise difficilement dans ces pays, les organisations progressistes en France se doivent de lutter contre leur propre impérialisme et réaffirment leur soutien à la lutte du peuple sahraoui (alors que le Pouvoir interdit les meetings des Amis de la R.A.S.D...)

L'association, pour sa part, déclarait dès le 10 mai : "Le gouvernement français cherche à créer la confusion en faisant croire à l'opinion qu'il s'agit d'un conflit dont l'Algérie serait l'instigatrice. Par leurs déclarations, Monsieur de Guiringaud, Ministre des Affaires Etrangères, et Monsieur Galley, Ministre de la Coopération, ont cherché à discréditer l'Algérie, marquant ainsi clairement l'engagement du gouvernement français aux côtés du Maroc et de la Mauritanie; ils tentent de nier l'existence d'un peuple sahraoui et du Front Polisario, comme à une certaine époque le gouvernement français niait l'existence d'un peuple algérien et du F.L.N. On a vu que ce genre de politique est inévitablement voué à l'échec."

Et Mohamed Lamine précisait, lors d'une conférence de presse le 10 mai dernier : "Le peuple sahraoui comprend parfaitement l'inquiétude et l'appréhension du peuple français sur le sort de ses ressortissants. Mais c'est le gouvernement français qui est responsable de cette situation", et il a précisé que l'opération de Zouerat "n'était ni la première, ni la dernière..."

Q. Tout à l'heure vous disiez que certains mythes ont la vie dure, et que selon certains, c'est un peuple bédouin difficile à organiser, etc; or on a eu l'occasion de visiter les camps de réfugiés, de participer à cette manifestation d'anniversaire, on a vu ce peuple organisé, politisé même; on a vu se dérouler des activités culturelles, et même des villages présenter des pièces de théâtre... Pouvez-vous dire actuellement comment se fait l'organisation des masses et des réfugiés, parallèlement aux progrès réalisés sur le plan militaire?

R. Nous avons des citoyens tant à l'intérieur des territoires occupés que dans les zones libérées, et sur le territoire algérien dans les camps de réfugiés. Tous ces citoyens sont soumis à une organisation politique unique dirigée et supervisée par le Bureau Politique et le Conseil National. Le Bureau Politique s'occupe de la conscientisation et de la politisation des masses, et le Conseil National s'occupe de l'organisation administrative et législative des citoyens. Et surtout les congrès populaires de base qui ont lieu tous les huit mois et qui, eux, déterminent la responsabilité et le degré de politisation, qui servent de critères: où en est la conscientisation, où en est la politisation des masses et le degré de responsabilité de chacun. Et moi, j'ai dit que l'organisation d'un tel peuple est une tâche impossible pour le colonialisme espagnol. Pour nous elle pourra être difficile mais elle est déjà réalisée et acquise.

Q. Monsieur le Premier Ministre, vous avez dit tout à l'heure que la presse internationale avait donné une importance excessive à l'affaire de Zouérate. Mais nous sommes obligés de constater que la façon dont vous traitez le problème des prisonniers de Zouérate n'est pas la même que celle que vous utilisez d'ordinaire. C'est à dire qu'en général, lorsque vous faites des prisonniers, vous les montrez, et nous avons vu, et j'ai vu il y a un mois des prisonniers mauritaniens, et souvent des prisonniers qui avaient été capturés 3, 4 ou 5 jours auparavant, donc très récemment. Or cette fois nous n'avons pas vu effectivement de prisonniers qui aient été faits à Zouérate. Donc nous pouvons nous poser cette question: Est-ce que ces prisonniers là n'ont pas exactement la même valeur que les autres? Est-ce qu'ils ne sont pas un enjeu politique différent? La deuxième question que je voulais vous poser est la suivante: à un moment donné vous dites qu'il dépend de la Mauritanie de prendre un certain nombre d'initiatives, de se retirer des territoires et de donner la liste des prisonniers qu'elle détient, pour que vous fassiez de même, c'est-à-dire donner à votre tour la liste de vos prisonniers. Est-ce à dire que si le gouvernement français lui-même prenait une initiative pour obtenir la libération des six français - s'ils sont vos prisonniers - vous maintiendriez que tout doit passer par le gouvernement mauritanien?

R. Avant de vous répondre, je voudrais simplement poser une question: Nous avons plus de 400 prisonniers. Est-ce que vous les avez tous vus? Donc il existe des prisonniers que la presse a pu voir et d'autres qu'elle n'a pas pu voir encore. Et il y a eu des opérations militaires par centaines; pour certaines nous avons fait part du bilan et du nombre de prisonniers, et pour d'autres ce ne fut pas le cas. C'est-à-dire que les prisonniers de telles opérations n'ont pas été vus par la presse. Et là, je ne me défends pas; c'est qu'il est question d'opérations sur le terrain militaire. Pour ce qui est du deuxième volet de la question, tout dépend des conditions objectives futures - en d'autres termes, de l'attitude du gouvernement français et de l'attitude du gouvernement mauritanien. Et je pense pour ma part, j'en suis même convaincu, que la Mauritanie n'est qu'un satellite de la France. C'est plutôt la France qui est maîtresse de la Mauritanie.

Q. Comment expliquez-vous que le roi Hassan II ait entrepris une guerre meurtrière au Sahara Occidental

R. Je pense que maintenant le roi ne se contente plus d'envoyer à la mort les enfants du peuple marocain dans la région elle-même, mais désormais cela dépasse le cadre frontalier de la région, c'est-à-dire il les envoie mourir au-delà de la région. D'un autre côté il a fallu détourner l'attention de l'opinion publique internationale parce que dans tous les cas le roi ne veut et ne saurait se permettre de faire chemin seul, c'est-à-dire être mis en marge. Et c'est ce qui est en train de se passer.

Tout citoyen se trouvant en Espagne, tout citoyen espagnol est responsable de la trahison historique de l'Espagne vis à vis du Sahara Occidental. Car il ne peut être décidé par 15 personnes à la place des 40 millions de citoyens formant l'Espagne.

Et nous, nous avons déjà capturé par le passé des gens travaillant dans les phosphates de l'époque coloniale, du temps de la présence espagnole, tant au sein de l'armée que parmi les travailleurs ou des gens qui travaillaient dans des sociétés. Nous les avons libérés: maintenant, si jamais il advient que nous faisons prisonniers certains qui collaborent avec le Maroc ou avec la Mauritanie, dans notre pays, ils ne peuvent être considérés que comme des mercenaires, et pas autrement. Et ils sont exposés à la mort, comme l'avait dit le Secrétaire Général hier. Car leur responsabilité est double; Responsables parcequ'ils sont complices de l'attitude du gouvernement espagnol, et d'un autre côté ils sont responsables parcequ'ils sont des mercenaires.

Q. Monsieur le Premier Ministre, ne pensez-vous pas que l'axe Paris-Madrid-Rabat vise aussi la Révolution Algérienne?

R. Il est clair que ce qui est visé dans tout cela sont les trois révolutions lybienne, algérienne et la nôtre. D'où c'est un problème d'alliance, et ce n'est pas par hasard qu'elles sont l'objet de toutes les menaces et tentatives d'agression.,

Q. (en espagnol). Je voudrais poser deux questions à Monsieur le Ministre :

- Premièrement : Les responsables de la R.A.S.D. ont-ils observé une évolution positive des derniers gouvernements de Madrid à propos de la question du Sahara Occidental, particulièrement après la rencontre entre les Ministres des Affaires Etrangères d'Algérie et d'Espagne ?

- Comment Monsieur le Premier Ministre considère-t-il qu'une Espagne prochainement démocratique pourra assumer ses responsabilités de puissance administrative, de puissance coloniale, compte tenu, comme vous le savez, du fait qu'elle ne reconnaît pas avoir cédé sa souveraineté sur le territoire du Sahara Occidental à aucun autre pays ?

R. Pour nous, ce qui se dessine, c'est que le gouvernement espagnol fait toujours partie de la coalition qui a signé l'accord tripartite de Madrid, et vous avez pu, à travers le matériel exposé hier comme les canons de 6 mm, voir jusqu'à quel point va l'appui militaire du gouvernement espagnol aux oppresseurs du peuple sahraoui.. Car, ce que nous avons remarqué, c'est que le gouvernement espagnol dit certaines choses, mais agit autrement, comme le gouvernement français. Et, dans ce cas, si jamais les forces démocratiques arrivent au pouvoir en Espagne, nous pensons, et il est tout-à-fait légitime de le faire, que ces forces démocratiques vont nous appuyer comme nous appuyent les forces démocratiques en France.

Q. Monsieur le Premier Ministre, si, comme vous l'avez dit tout-à-l'heure à propos du Maroc et de la Mauritanie, les relations entre les gouvernements sont une chose et entre les peuples une autre, comment croyez-vous que l'opinion publique française, les français, réagiront aux informations que vous avez bien voulu nous donner à propos des compatriotes disparus à Zouerate ? Croyez-vous que l'opinion publique française se contentera des explications que vous venez de donner ?

R. Selon votre devoir de journaliste, je vois que vous avez été bien informé sur cette chose. D'un autre côté, nous pensons que les nationalistes français, les démocrates sincères français, ne doivent pas faire pression sur nous, mais sur le gouvernement français s'ils sentent réellement la souffrance des sahraouis et la partagent. Et nous, nous les traitons en fonction de leur appui et de leur soutien à cette cause. Car si nous disons que les relations de coopération et de fraternité doivent prévaloir entre les peuples, nous ne faisons que répondre à un vœu déjà formulé.

Q. La question a trait au sommet extraordinaire de l'O.U.A. qui devait se tenir sur la question sahraouie, sur la lutte du peuple sahraoui. Cette décision a été prise lors du sommet de l'île Maurice, malgré les tentatives et les manoeuvres pour empêcher la tenue d'un tel sommet. Aura-t-il lieu ? Q'en pensez-vous, Monsieur le Premier Ministre ?

R. Actuellement, il existe des manoeuvres et des tentatives du côté qui vise la déstabilisation de certaines régions d'Afrique, qui vise d'un autre côté à cacher les points sensibles, les points névralgiques qui menacent la paix en Afrique. Pour ce qui est du sommet extraordinaire de l'O.U.A., celui-ci ne pourra qu'avoir lieu, et nous, nous y aiderons par tous les moyens, nous faisons tout pour qu'il ait lieu, qu'il se tienne dans les délais normaux. Et un des moyens par lesquels nous allons aider à sa tenue, c'est le moyen militaire.

Q. Monsieur le Ministre, vous avez parlé de la responsabilité de la presse pour résorber le cas des sahraouis, notamment de la gauche française. Pourriez-vous nous dire les contacts directs que la direction du Polisario a eus avec la gauche française : le P.S., le Parti Communiste, Mitterand, etc..., à propos des pertes d'hier, d'aujourd'hui, et la question des français qui sont actuellement détenus par le Front.

R. Nous étions toujours en contact avec l'ensemble de la gauche française d'une façon générale et les contacts ont été continus et réguliers. A la suite de ces contacts et de ces relations déjà existants, Monsieur Mitterand, secrétaire général du P.S., a fait une déclaration en Espagne concernant le droit du peuple sahraoui à disposer de lui-même, et à ce titre, il peut être l'objet de notre estime. Et nous sommes toujours en contact avec eux, dans l'objectif et le but de voir ce que le peuple français, à travers eux, à travers ces forces démocratiques, peut apporter comme soutien au peuple sahraoui ami et les moyens de faire baisser la tension qui prévaut dans cette région.

Q. Monsieur le Ministre, vous avez parlé dans votre introduction de la communauté de lutte entre le peuple sahraoui et d'autres peuples d'Afrique. Mais le peuple sahraoui est aussi un peuple arabe et il existe dans le monde arabe deux mouvements de libération, à savoir l'O.L.P. et le F.P.L.E. Ne pensez-vous pas qu'il serait important et intéressant qu'il y ait rencontre entre ces trois mouvements comme cela se fait pour les mouvements d'Afrique Australe et comme cela se fait dans le Sud-Est asiatique.

R. Entre nous, il existe des contacts, comme il existe déjà entre nous les mouvements de libération en Afrique une coopération et une concertation pour ce qui est de ces mouvements que vous avez évoqués, et ils ne peuvent être que les bienvenus, et à ce titre l'initiative leur appartient et notre organisation tient pleinement la porte ouverte. Et nous avons déjà envoyé des délégations, d'autres sont en route, d'autres sont sur place pour étudier et pour approfondir davantage l'intelligibilité de la situation de très près, et voir comment doit de faire la défense et la coordination avec toutes les forces progressistes et révolutionnaires réelles dans le monde arabe.

Le soir, ils se réunissaient pour écouter la radio, parler des combats et faire des exposés sur la Révolution Française, la Révolution Russe, le problème basque ou toute autre lutte dont ils se sentaient solidaires. A peine avaient-ils ouvert les yeux sur le monde qu'ils en partageaient révoltes et espoirs.

Ensuite les premiers amis commencent à partir, rejoindre le combat qui va en deux ans obliger les troupes espagnoles à se replier sur les villes.

Puis l'histoire s'accélère. Les prétentions marocaines se font plus pressantes. Agadir se trouve désormais au centre de l'actualité. En été 1975 on y reçoit une commission de l'O.N.U. et on y organise des manifestations de marocains déguisés en sahraouis. On peuple d'ouvriers et de chômeurs réquisitionnés un faux camp de réfugiés à Ameskkoud (la déléguée cubaine, flairant la supercherie demande à voir le dépôt d'ordures qui - bien sûr - n'existe pas). Ensuite c'est par Agadir que passe la marche verte. Enthousiasme mi réel, mi forcé. Retour sans fanfares et dispersion rapide. Les marcheurs ont maintenant des cartes et des médailles et... une certaine amertume. On envoie de force des Sahraouis manifester contre leur propre cause.

Mais bientôt c'est la guerre. Les cortèges de camions et de chars sur la route d'Inezgane. Les hélicoptères et les avions qui couvrent nos voix pendant les cours. Les blessés qui reviennent. Les premiers morts dont on ne parle pas. La vie qui augmente à toute allure. Les jeunes qui cherchent par tous les moyens à fuir la conscription.

Mais pour le peuple sahraoui la guerre c'est aussi la grande vague d'arrestations qui suit le début des combats. Femmes, adolescentes, adultes, vieillards, personne n'est épargné. Quels critères ? Il suffit d'avoir un fils au front, d'avoir trop parlé, d'avoir manifesté à Tan Tan en 1973 ou d'avoir chez soi des livres marxistes, même s'ils sont en vente libre dans les librairies. Cinq de mes amis sont arrêtés dans la semaine qui précède les vacances de Pâques.

Chacun désormais se replie dans son silence. Les regards se ferment. La méfiance s'installe. Les enfants dans la rue lorsqu'ils voient une femme habillée à la façon des nomades disent "Polisario, Polisario". et d'une certaine façon, ils ne se trompent pas. Chacun, le soir, toutes portes fermées, prend la radio du Front comme on prenait Londres pendant la guerre. On les appelle "les Hommes" ou "les Héros" (Er Rajala). Le peuple Sahraoui où qu'il se trouve sur le territoire marocain est désormais un peuple otage. Mais la répression n'a fait que renforcer leur prise de conscience et leur détermination. Il n'y en a plus un, dans cet immense baigne qui ne se sente concerné par la lutte que mène son peuple.

Ces quatre années de témoignage se sont terminées pour moi par quatre jours d'interrogatoires dans un centre spécialisé. Ce n'était pas payer cher le crime d'avoir vu. La très étroite alliance franco-marocaine nous a permis d'être vite libérés. Mais mes amis, connus ou inconnus, sahraouis ou marocains, continuent à souffrir dans la maison de Moulay Cherif d'interminables tortures. Ils n'ont ni presse, ni opinion publique pour prendre leur défense. Ils me disaient qu'ils savaient ce qui les attendait mais qu'il n'y avait pas, pour eux, d'autre chemin possible.

Apportez votre soutien en adhérant :

Je soussigné NOM
 Prénom
 Adresse

adhère à l'Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique.

Je verse la Cotisation annuelle de 40 F.
 la Cotisation de soutien deF.

en CCP ou chèque bancaire à l'ordre de l'Association des Amis de la République Sahraouie Démocratique.

BP 236 PARIS CEDEX 06 - 75264

CCP 19 303 94 K PARIS

MATERIEL ACTUELLEMENT DISPONIBLE A L'ASSOCIATION

<u>SAHARA INFO</u> : à ce jour, 15 numéros sont parus l'abonnement pour 10 numéros	30 F.
<u>SAHARA LIBRE</u> : journal de l'intérieur. A ce jour 36 numéros sont parus en français, espagnol et arabe. Le n°	2 F.
<u>REVUE DU 20 MAI</u> : organe du Front POLISARIO en arabe et français. Le n°	5 F.
<u>CHRONOLOGIE SUR LE SAHARA OCCIDENTAL</u>	1 F.
<u>PLAQUETTE</u> : Le peuple Sahraoui en lutte (52 pages) Documents du Front POLISARIO	10 F.
<u>MEMORANDUM</u> : relatif à la proclamation de la R A S D	2,50 F.
<u>DOSSIER PRESSE</u> : tome 2 (février-septembre 1976) 90 pages	13 F.
<u>DOSSIER PRESSE</u> : tome 1 selection d'articles parus dans la presse concernant la Sahara Occidental (160 pages).	15 F.
<u>DOSSIER DE PRESSE</u> : Tome 3 (septembre 76- avril 77 (128 pages).	20 F.
<u>BROCHURE</u> : 3ème congrès du FRONT POLISARIO (80 pages)	8 F.
<u>DOSSIER DU SAHARA OCCIDENTAL</u> : (70 pages) réalisé par l'Association Les Amis de la R A S D	15 F.
Trois parties :	
a) historique, avec cartes et documents	
b) l'enjeu du Sahara Occidental	
c) témoignages recueillis par l'Association sur la résistance du peuple Sahraoui à ses agresseurs	
<u>INSIGNE</u> : FRONT POLISARIO: 1'un	10 F.
<u>BADGES</u> : "El Ouali" : 1'un	10 F.
<u>30 photos</u> différentes en <u>noir et blanc</u> (format 24 x 30) 1'une	7 F.
<u>12 photos</u> différentes en <u>couleur</u> (format 24 x 30) 1'une (format 30 x 40) 1'une	15 F. 20 F.
<u>POSTER</u> "El Ouali Mustapha Sayed"	5 F.
<u>AFFICHE</u> de la R A S D	1 F.
<u>POSTER</u> du peuple Sahraoui en lutte	5 F.
<u>AFFICHE</u> du 3ème Congrès du FRONT POLISARIO	2 F.
<u>AUTO-COLLANT</u> R A S D	1 F.
<u>FANION</u> du Front POLISARIO	12 F.

Faites vos commandes à l'Association "Les Amis de la R A S D"
B.P 236 - 75264 PARIS CEDEX 06 - Tél : 033 79 10

POUR CEUX QUI NE SONT PAS ENCORE ABONNES.

Si vous désirez recevoir les 10 numéros suivants de "SAHARA-INFO", veuillez nous retourner le bon suivant :

Je désire recevoir "SAHARA-INFO"

NOM :
ADRESSE :
PROFESSION :

Je verse 30 F. par chèque postal ou bancaire joint; libellé au nom de l'Association
"LES AMIS DE LA REPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE DEMOCRATIQUE" - BP 236 - 75264 PARIS
CEDEX 06

"SAHARA INFO" Association des Amis
de la République Arabe Sahraouie Démocratique
B P 236 - 75264 PARIS CEDEX 06
Commission Paritaire n° 58229

Directeur de Publication
Denis PRYEN
Imprimerie Ch. CORLET
14110 CONDE SUR NOIREAU